



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

Direction générale
de l'enseignement
supérieur et de
l'insertion
professionnelle
Direction générale
de la recherche et de
l'innovation
Service sous autorité
commune
Sous-direction des
systèmes d'information
et des études
statistiques
Département des
Systèmes d'information
1 rue Descartes 75005
Paris

et

Service de l'action
administrative
et des moyens
Sous-direction des achats
Bureau de la stratégie
et de l'ingénierie
des achats
SAAM B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

**REPONSES DU MINISTÈRE AUX QUESTIONS POSEES
PAR LES CANDIDATS (1)**

PROCEDURE N° : MEN-SG-AOO-26012

OBJET : Fourniture de licences, souscriptions, support et maintenance et prestations d'expertise et de formation pour un ensemble de solutions généralistes couvrant les besoins des services centraux et déconcentrés des ministères chargés de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace, des sports, de la jeunesse et de la vie associative, ainsi que des établissements de formation et de recherche membres du groupement de commande du Groupe Logiciel

Lot n°1 : Solutions exécutées sur un poste de travail en autonomie

Lot n°2 : Solutions dépendant intégralement d'un service distant

Paris, le 15 avril 2026

Si certaines questions posées par les candidats ne trouvent pas de réponse dans ce document :

- soit le ministère considère que la réponse se trouve dans les cahiers des charges ;
- soit le ministère n'est pas en mesure de fournir une réponse à ce stade de la consultation ;
- soit il est attendu des candidats qu'ils proposent la solution qu'ils jugent la plus pertinente.

➤ **BORDEREaux DES PRIX UNITAIRES**

Question : en tant qu'éditeur mentionné dans le BPU, nous souhaiterions amender et compléter les lignes nous concernant dans le document : "AOO-26013_AE_Ann1_BPU_Generaliste_Lot_2_VF".

Est-il possible de vous transmettre ces éléments amendés pour une mise à jour du BPU dans le DCE pour que les soumissionnaires disposent tous de cette mise à jour nous concernant ?

Réponse : Conformément à l'article 9.4 du règlement de consultation, le candidat doit obligatoirement compléter l'ensemble des lignes (sauf pour la PSE facultative du Lot 1). Selon ce même article « *L'architecture des supports du bordereau de prix ne doit pas être modifiée par le candidat. Autrement dit, l'ajout ou la suppression des colonnes / lignes n'est pas autorisé sans accord écrit du ministère, et entraînerait un rejet de la candidature. Il est interdit aux candidats de modifier les cellules pré-remplies, sous peine de nullité.* » (mis en gras par nous).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les pièces du marché prévoient différents mécanismes :

- Mise à jour du BPU pour prendre en compte des évolutions, de substitution, des nouveautés etc. dans les conditions et les limites de l'article 18.3.2 « Mise à jour du BPU » du CCAP.
- Possibilité de commander des solutions, ne figurant pas dans le BPU, sur la base du catalogue du titulaire dans les limites précisées à l'article 5.3 « Commande sur la base du catalogue du titulaire » du CCAP.

➤ **BORDEREaux DES PRIX UNITAIRES**

Question : Pour les références irrégulières, obsolètes ou non-conformes. Comment devons-nous répondre ? Pouvons appliquer la mention "référence obsolète" sur les lignes concernées ?

Réponse : Conformément à l'article 9.4 du règlement de consultation, dans le cas où un produit est obsolète à la date de remise des offres, le candidat laisse la ligne vide à l'exception de la colonne « prix remis », où il indique « version obsolète », et non "référence obsolète".

Le candidat ne doit pas remplacer des « références irrégulières, obsolètes ou non-conformes » par des évolutions, substitution ou des nouveautés telles que définies dans l'article 18.3.2 « Mise à jour du BPU » du CCAP au mois de référence du BPU : il indique dans tous les cas « version obsolète ».